

BAROMÈTRE

DÉVELOPPEMENT DURABLE EN ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ

◆◆ SYNTHÈSE DES RESULTATS 2013 ◆◆ SYNTHÈSE DES RESULTATS 2013 ◆◆



En 2013, 470 établissements ont répondu à la 6^{ème} édition du Baromètre du développement durable, portant ainsi à plus de 2 000 le nombre de résultats cumulés. L'intérêt pour cet outil d'autodiagnostic est donc toujours fort. Cette enquête annuelle est menée par PG Promotion auprès des 6 000 structures sanitaires et médico-sociales adhérentes des fédérations hospitalières FHF, FEHAP, FHP et Unicancer. L'enquête a été menée en mars et avril 2013 sur internet.

◆ OU EN SONT LES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET MÉDICO-SOCIAUX ?
◆ LES RESULTATS DU BAROMETRE 2013

LE PROFIL DES RÉPONDANTS

Sur les 470 établissements ayant participé à l'étude, plus de 87,8% relèvent du secteur sanitaire, augmentant encore la part de ce secteur par rapport au médico-social dans le panel des répondants. En termes de statut, 46,8 % des établissements appartiennent au secteur public, suivi du privé non lucratif avec 27,5% et le privé lucratif avec 24,9% des réponses (à noter, 4 centres de lutte contre le cancer

ont répondu en 2013). La représentation du secteur public est toujours la plus importante dans cette enquête, et ce depuis l'origine. Les petites et moyennes structures sanitaires (- de 500 lits) sont très majoritaires (83%), alors que dans le médico-social, ce sont les établissements de plus de 100 lits qui dominent (59% des réponses).

LA VISION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, PAR LA DIRECTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Sans surprise, les répondants au baromètre sont convaincus à plus de 98% de la dimension stratégique du développement durable et de l'atout (cité par plus de 95%) qu'il représente pour la certification ou l'évaluation externe de l'établissement. A plus de 85,7%, le développement durable est inscrit au projet d'établissement et à 70% dans le projet social. Il a acquis une place de choix dans le pilotage des liens est fait avec le cœur de métier.

structures. L'engagement dans le développement durable n'est pas une position de principe ou idéologique, il a des conséquences et des applications concrètes dans l'exercice de la mission de soins ou d'accueil : plus de 70% des établissements intègrent les problématiques liées au développement durable dans les activités de soins ou dans la prise en charge de l'usager. Le

Une prise en charge incontournable

Si c'est l'engagement personnel du dirigeant (43,4%) dans le cadre d'une démarche collective (73%) et volontaire (70,6%) qui sont les plus souvent évoqués, il semble que la perception du développement durable par le directeur d'établissement ait changé. L'aspect

réglementaire est un facteur déclencheur fondamental (cité par plus de 39%) et la présence des critères DD dans la certification de la HAS est un levier majeur d'engagement de politiques dans ces domaines. Les motivations à agir dans le développement durable en vue de répondre aux attentes du personnel ou des

AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



UN ÉVÉNEMENT :



usagers sont en baisse (31,06% vs 37 et 16,4% vs 20). S'engager dans le développement durable n'est plus une option, c'est une nécessité incontournable perçue comme un investissement (à 40,6%) et la plus value que cela peut constituer pour l'établissement est en forte baisse (28,3% des répondants vs 67%). Les politiques de développement durable semblent être passées dans une catégorie « non optionnelle ».

Un périmètre d'intervention élargi

On note un rééquilibrage des 3 piliers du développement durable en termes de priorités identifiées par la direction. Si le volet environnemental est toujours cité avec la plus grande fréquence (81,5%), les volets économiques (62,1%) et surtout sociaux (66,2%) sont aujourd'hui perçus comme tout autant prioritaires, ce qui n'était pas le cas en 2012 (31% pour ces 2 piliers). Le périmètre d'actions s'élargit et s'approfondit en même temps : les établissements agissent dans plus de domaines, ils multiplient les problématiques traitées et donnent progressivement de plus en plus d'importance à ces démarches. La compréhension du développement durable s'est enrichie et élargie, preuve d'une plus grande maturité des établissements de santé et de la pertinence de leurs actions.

Les actions menées dans le domaine environnemental étaient déjà très prégnantes et le sont toujours (maîtrise de l'énergie 86,4%, de l'eau 67,7%, réduction

des déchets 78,1%). Les domaines moins évidents comme la protection de la biodiversité (13,4% vs 11%) et la diminution des gaz à effet de serre (27,66% vs 22%) prennent de plus en plus d'importance.

C'est surtout autour des thématiques sociales que les progressions sont à noter même si certaines sont encore minoritaires : la lutte contre l'illettrisme (6% vs 5), les actions en faveur de la parité (18,9% vs 15), en faveur des personnes en insertion (28,1% vs 24), la lutte contre les discriminations (26% vs 22), l'éducation à la santé (35,7% vs 33) et la promotion de la santé au travail (49,8% vs 54). L'amélioration de la qualité de vie au travail est citée par plus de 80% des répondants (vs 89) et 75% établissent le document unique des risques au travail. Mais les actions pour l'accès à l'emploi des personnes handicapées (51,5% vs 53), d'éducation nutritionnelle (28,5% vs 30) et de lutte contre les addictions (29,8% vs 37) sont cependant en baisse.

En ce qui concerne la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) et notamment les obligations de reporting, la pédagogie est nécessaire car seuls 27% des répondants s'estiment familiers de ces notions et seul un quart des établissements a commencé à préparer ce reporting.

UN PILOTAGE ORGANISÉ ET PROFESSIONNEL

La prise en charge du développement durable est incarnée, puisque dans près de 75% des cas une personne dédiée à ces questions (une personne seule ou plusieurs référents) est identifiée. Les thématiques sont abordées comme des questions stratégiques et globales (à 88%) et non comme des démarches techniques et sectorielles (11%).

La professionnalisation des démarches poursuit sa forte progression, avec notamment la mise en place d'indicateurs (dans 85% des cas, qu'ils soient réalisés ou en cours d'élaboration).

En 2013, une très courte majorité (50,3%) des établissements avait réalisé un bilan des émissions de gaz à effet de serre (fini ou en cours de réalisation). C'est une des plus fortes progressions car ils étaient 35% dans ce cas en 2012. Là aussi, les messages sur

l'obligation faite aux établissements (+ de 250 salariés dans le public et + 500 dans le privé) de réaliser leur bilan GES a porté ses fruits. Signe d'une vision stratégique à plus long terme, le retour sur investissement des projets de développement durable est calculé dans 35,7% des cas (vs 32 en 2012). C'est un élément indispensable de la prise de décision.

Parmi les partenaires extérieurs sollicités, l'ADEME est la première citée (par 58,2% des répondants), suivie des services de santé au travail (37,7%). On note qu'une majorité des répondants (50,1 %) a fait appel à un bureau d'études ou une société de conseil en développement durable et que plus de 28% ont perçu des subventions pour leurs actions (en progression : 26% en 2012).

UNE COMMUNICATION DE PLUS EN PLUS PRÉSENTE

Le développement durable est une thématique de communication pour près de 89% des répondants. Si l'interne est toujours la cible prioritaire (pour +94% des réponses), la cible externe progresse vite et est citée par 46,1% des établissements (vs 33% en 2012).

Les différents publics externes sont tous plus ciblés par la communication, que ce soit les patients et résidents (54,5%), les visiteurs (33,4%) ou encore les partenaires extérieurs comme les collectivités locales (32,7%). Les sujets et angles d'attaque évoluent vers

plus d'opérationnalité. Les messages généraux de sensibilisation et d'explication du concept baissent (de 74 à 62,25%) - signe que le sujet est mieux connu et mieux compris – ainsi que les messages de présentation des bilans et résultats des actions (de 46 à 42,5%) au profit d'explications sur la stratégie de l'établissement (de 44 à 47,8%), et surtout d'éducation aux éco-gestes (70%). La communication est une aide à la mise en œuvre et à la réussite des politiques.

Le développement durable est également devenu une réalité pour l'activité des services communication des établissements puisque 53,3% des campagnes et outils

sont éco-conçus, alors que ce taux était minoritaire en 2012 (47%).

En terme de mobilisation des équipes, les résultats sont toujours élevés et stables : 81,5% des établissements encouragent leur personnel à s'engager dans des projets de développement durable et plus de 55% d'entre eux ont suivi une formation répondant à ces enjeux. Parmi les formations, celles sur les déchets sont toujours les plus citées (76,1% vs 73% en 2012), devant les achats (54,8% vs 52%), les conditions de travail (52,7% vs 47%), la gestion de l'eau (46,9% vs 38% en 2012) et la gestion de l'énergie (44,8% vs 41%).

LES STRATEGIES D'ACHATS RESPONSABLES

Les réseaux d'acheteurs ont investi la thématique des achats responsables et cela contribue à l'optimisation des stratégies d'achats dans les établissements. Plus de 72% des répondants sont engagés dans un réseau promouvant les achats responsables (vs 57% en 2012) et 84% ont introduit des critères DD dans leurs cahiers des charges. La responsabilité environnementale des fournisseurs est prise en compte dans 83,5% des cas, alors que la responsabilité sociale est examinée dans plus de 41,5% des marchés (+4 pts par rapport à 2012). Le type de produits ou services entrant dans la démarche d'achats responsables est de plus en plus large. Aux premiers rangs on trouve toujours les produits de nettoyage et d'entretien (73,2%), les fournitures de bureau (64%).

Les progressions les plus fortes sont observées pour les constructions et rénovations immobilières (passé de 44 à 55% des cas), l'alimentation (de 41 à 53,6%, c'est le boom des circuits courts, du bio et des produits de saison), le matériel bureautique (de 34 à 45,9%). Il est à noter que les achats « métiers » comme la pharmacie et les équipements biomédicaux sont eux aussi de plus en plus envisagés en tenant compte de critères de développement durable (respectivement 22,6 et 27,8%). Pour mettre en place ces stratégies d'achats, les établissements forment de plus en plus leurs acheteurs (50% en 2013, vs 40% en 2012) et le raisonnement en coûts complets, clé de voûte de ces démarches, se généralise (44,7% vs 38%).

LES BATIMENTS ECO-RESPONSABLES

Pour les établissements qui ont des projets de construction ou de rénovation, la prise en compte du développement durable est incontournable (à + de 91%). 34% des projets sont envisagés dans une démarche HQE (haute qualité environnementale) et près de 25% visent le niveau BBC (bâtiment basse consommation). Les déchets de chantiers font désormais majoritairement l'objet d'une collecte

sélective (60,6% vs 48 en 2012) mais seuls 32,3% des établissements vérifient ce tri. Des travaux de mise en accessibilité des bâtiments et transports pour les personnes handicapées ont été réalisés par 90% des répondants.

Près de 22% des établissements ont entrepris des actions pour améliorer la qualité de l'air intérieur.

L'ENJEU DES CONSOMMATIONS D'EAU ET D'ENERGIE

Dans ces domaines, les établissements sanitaires et médico-sociaux sont tous conscients des enjeux et engagés pour les relever. Plus de 81% suivent leur consommation d'eau et 72,9% cherchent à la réduire, avec une action d'envergure pour sensibiliser le personnel (près de 71%). Pour la consommation d'énergie, plus de 75% suivent leurs consommations et 93% ont mis en place des actions pour les réduire : détecteurs de présence, travaux d'isolation, lampes basse consommation, équipements moins énergivores, formation aux éco-gestes... toutes les pistes sont explorées. Pour diminuer la dépendance aux énergies

fossiles, 45,7% des répondants ont recours à des sources d'énergies renouvelables.

Les diagnostics énergétiques, indispensables pour établir les priorités d'actions, se généralisent. Près de 42,3% des répondants ont réalisé leur DPE (en hausse par rapport à 2012, même si on est encore loin des objectifs réglementaires) et près de 40% ont fait un audit énergétique complet (26% en 2012). On peut ici repérer un signe supplémentaire de la professionnalisation des démarches d'éco-responsabilité : diagnostic, priorités, plan d'actions, évaluations.

En matière de Green IT, la sensibilisation du personnel à un usage sobre et responsable des équipements bureautiques est un axe choisi par 49% des

répondants mais le choix de matériels économes en énergie reste encore faible (24%).

LA GESTION DES DECHETS

Source de coûts et de pollutions importants et à la base d'une réglementation importante, les déchets sont une préoccupation des établissements sanitaires et médico-sociaux depuis de nombreuses années. Plus de 63% des répondants au baromètre sont dans une démarche de réduction de leurs déchets. Autres signes positifs, la réduction en amont des emballages est pratiquée par 33,7% des répondants (vs 30% en 2012) et la réflexion pour diminuer l'usage unique au profit de matériel stérilisable est citée par 29% des établissements (vs 27 en 2012). La dématérialisation des procédures, qui permet une forte diminution des consommations de papier et donc des déchets est réalisée par 84% des participants à l'étude. A l'autre bout de la chaîne, la collecte sélective des déchets est de plus en plus répandue. Les DASRI sont récupérés et traités spécifiquement par la quasi-totalité de l'échantillon (91%). Les autres déchets reconnus à risque sont aussi bien isolés. C'est le cas des piles

(85,7%), consommables informatiques (78%) ou D3E (62,5%). Les médicaments non utilisés sont collectés séparément à 54,9%, ce qui pourrait être bien amélioré. Les déchets à potentiel connu de valorisation, comme le verre (59,8%), papiers et cartons (84,9%) et grands emballages (53,2%) sont bien triés même s'il existe encore des marges de progression, notamment pour les emballages ménagers (52,5%) et les déchets végétaux (55,32% de collecte sélective). La part fermentescible des ordures ménagères (bio déchets), qui fait l'objet d'une réglementation récente sont en revanche encore trop peu triés (7%) pour être valorisés. La question des rejets dans l'eau est de plus en plus prégnante. 35,4% des répondants ont réalisé le diagnostic de leurs effluents liquides (vs 27% en 2012) et près de 30% ont évalué le risque lié à leurs eaux usées. La suppression du phosphate dans les lessives est effective pour près de 75% des répondants.

LA MOBILITE

57,4% des établissements s'estiment correctement desservis par les transports en commun, ce qui leur permet d'inciter à leur utilisation, notamment via des tarifs préférentiels (69,6% des cas) pour leur personnel. L'incitation à pratiquer le vélo (41% vs 26) ou le covoiturage (68,7% vs 40) sont en très forte progression par rapport en 2012, tout comme la

formation des personnels à l'éco-conduite (44,1% vs 35) et l'achat de véhicules propres (39,1% vs 35). Plus fréquente dans les grosses structures, la mise en place de PDE (plans de déplacement) est une réalité dans plus de 20% des cas, un chiffre en progression constante.

En conclusion

Le statut du développement durable comme axe à part entière de la stratégie des établissements sanitaires et médico-sociaux est bien établi et sa prise en compte est reconnue comme incontournable. Le périmètre des actions mené dans ces domaines s'élargit et s'approfondit. On entre dans une phase de maturité des politiques de responsabilité sociale et environnementale. Un des enjeux majeurs est de maintenir ces thématiques dans les préoccupations des établissements et d'accompagner la professionnalisation des actions. On peut aussi travailler pour susciter un désir d'engagement, qui viendrait s'ajouter à la pression de la contrainte réglementaire, en valorisant encore et toujours les intérêts et bénéfices à retirer de ces démarches. Au premier rang desquels les conséquences positives pour la prise en charge du patient d'un management renouvelé sur un mode durable et d'une attention constante portée à l'environnement dans lequel s'exerce la mission de l'établissement.

Application et administration technique du questionnaire : Le Geste environnemental
Analyse des résultats : Barbara Vernet pour PG Promotion

AVEC LE SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC :



UN ÉVÉNEMENT :

